

Jerzy W. Borejsza

DE SEDAN À VERSAILLES
(ESQUISSE DES RELATIONS FRANCO-POLONAISES 1870 - 1919)

Dans un choix de textes *La Pologne et nous. L'amitié polonaise dans notre littérature*¹, publié à Paris en 1919, près de 130 pages sont consacrées à la période allant de 1830 à 1870, alors que trente pages ont été dédiées aux années 1870 - 1918. Cette proportion est révélatrice et reflète assez bien le relâchement des relations franco-polonaises dans le domaine politique et culturel après la guerre de 1870.

Durant la première moitié du XIX^e siècle, la question polonaise évoquait pour les Français leur fraternité d'armes du temps de Napoléon, et — plus tard — l'insurrection polonaise de 1830, qui avait sauvé l'Europe de l'invasion russe de Nicolas I. La « question polonaise » constituait une arme dans les joutes diplomatiques avec une puissance ennemie de la France: la Russie d'Alexandre I et de Nicolas I. Depuis 1830, le terme de Polonais était presque devenu un synonyme de « démocrate » et de « révolutionnaire ». En 1848 et 1849, les Polonais avaient joué un rôle de premier plan dans toutes les révolutions en Europe. C'est pourquoi, « la question polonaise » ou « la défense de la Pologne » servaient aussi de prétexte pour nombre de manifestations révolutionnaires dont les raisons réelles n'avaient rien à voir avec la Pologne.

Les leaders de l'opposition sous Louis-Philippe et Napoléon III utilisaient sciemment le mot d'ordre de « la défense de la Pologne » pour créer des difficultés supplémentaires aux gouvernements français alors au pouvoir. Remarquons cependant qu'Alphonse de Lamartine aussi bien que Charles Floquet, une fois au pouvoir, se désolidarisèrent ouvertement de leurs déclarations antérieures pro-polonaises en invoquant la raison d'état. Mais les sympathies de l'opinion publique, une fois éveillées, con-

¹ L. F. Rouquette, *La Pologne et nous. L'amitié polonaise dans notre littérature*, Paris 1919.

tinuaient à exercer leur influence sur la politique officielle des gouvernements.

Napoléon III lui-même, en tant que défenseur du « principe des nationalités », déclarait souvent son appui (plus ou moins théorique) aux luttes menées par les Polonais pour l'indépendance. C'est ainsi que l'empereur devint finalement l'esclave d'une légende qu'il avait lui-même contribué à forger et qui le présentait au monde comme le défenseur en titre de la Pologne. C'est pourquoi, alors qu'il comptait continuer une politique de rapprochement avec la Russie, politique amorcée au lendemain de la guerre de Crimée, il fut obligé d'intervenir en faveur de l'insurrection polonaise de 1863 - 1864. Il est vrai que ce ne fut qu'une intervention purement diplomatique².

L'expédition française au Mexique et l'attitude de Napoléon III envers l'insurrection polonaise contribuent, cependant, à détruire rapidement la légende d'un Napoléon défenseur des nations opprimées. En témoigne, entre autres, une caricature sur laquelle un enfant demande à son père: « Est-ce que c'est plus loin que le Mexique, dis, la Pologne? Pourquoi qu'on n'y va pas? ».

I

Après la répression sauvage de l'insurrection de 1863 - 1864, près de quatre mille d'insurgés cherchèrent refuge en France et vinrent grossir les rangs des émigrés politiques qui s'y étaient installés auparavant. Près de la moitié des quelque 6000 Polonais vivant alors en France, habitait Paris. Au début, le gouvernement français leur avait alloué une aide financière fort modeste, d'ailleurs. Par contre, les activités des émigrés étaient étroitement surveillées et on s'efforçait d'empêcher leur pénétration dans les milieux français. Ce furent les organisations démocratiques et radicales des émigrés polonais qui furent surtout soumises à un contrôle policier particulièrement sévère. Il s'agissait plus spécialement de deux organisations: l'Union de l'Émigration Polonaise (Zjednoczenie Emigracji Polskiej), 1866 - 1870, et le Foyer Républicain Polonais (Ognisko Republikańskie Polski), 1867 - 1870, ce dernier groupe étant beaucoup moins important. Les conservateurs polonais jouissaient d'une plus grande liberté d'action, en particulier ceux qui se groupaient autour de la personne du prince Władysław Czartoryski et qu'on appelait couramment « l'Hôtel Lambert ».

² Pour cette période l'un des meilleurs ouvrages est celui de S. Bóbr-Tyng o, *Napoléon III, l'Europe et la Pologne 1863 - 1864*, « Antemurale », vol. VII - VIII, Rome 1963.

Au cours des années 1868 - 1870, les émigrés de l'Hôtel Lambert avaient fondé une agence de presse « La Correspondance du Nord-Est », chargée de fournir à la presse occidentale, et surtout aux journaux français, des informations concernant les événements de l'Europe Centrale et Orientale. Cette agence préconisait l'idée d'un rapprochement franco-austro-hongrois³. Des journalistes polonais exerçaient également une certaine influence sur l'opinion publique, en particulier ceux qui collaboraient avec « Le Journal des Débats », « La Revue des Deux Mondes », et l'« Opinion Nationale ». Parmi ces journalistes, le plus important était, sans contredit, Julian Klaczko, grand ami de François Buloz. Klaczko s'efforçait d'imposer aux lecteurs de « La Revue des Deux Mondes » sa propre version des questions de l'Europe Orientale, en dénonçant les visées expansionnistes aussi bien de la Russie des tsars, que de l'Allemagne de Bismarck⁴. Cependant, au moment où, après l'écrasement de l'insurrection polonaise, Napoléon III cherchait à se rapprocher, une fois de plus, de la Russie, les possibilités d'action des émigrés polonais ne pouvaient être que limitées.

Le gouvernement français espérait beaucoup de la visite d'Alexandre II à Paris à l'occasion de l'Exposition universelle, en juin 1867. L'accueil solennel du tsar fut troublé sur le parcours du cortège jusqu'aux environs de l'Elysée par des cris partant de la foule: « Vive la Pologne! ». Des manifestations du même genre attendaient le tsar devant le Musée de Cluny et le Palais de Justice.

Le 6 juin 1867, un émigré polonais de vingt ans, Antoni Berezowski, tira deux balles de revolver sur le tsar, qui roulait en calèche découverte, accompagné de Napoléon III. Il ne réussit qu'à blesser un des chevaux de l'escorte. L'opinion publique fut bouleversée, car on pensait que l'attentat avait été dirigé contre l'empereur des Français. Dès que l'on sut quelles avaient été les intentions et les mobiles de Berezowski, son geste éveilla même une vague de sympathie envers la Pologne. Des journaux absolvaient l'auteur de l'attentat, en citant nombre de faits bouleversants du martyr enduré par la Pologne sous le joug russe.

L'attentat manqué contre le tsar fit sensation en France et dans le monde entier. Les autorités françaises faisaient leur possible pour amadouer les Russes et permirent même au chef de la police russe, qui était alors le comte Pierre Chouvalov (Šuvalov), de procéder à l'interrogatoire de Berezowski. Mais ni Alexandre II ni son entourage n'arrivait pas

³ J. W. Borejsza, *Emigracja polska po powstaniu styczniowym* [L'émigration polonaise après l'insurrection de 1863/1864], Warszawa 1966, pp. 297 - 300. Cf. J. Zdrada, *Zmierzch Czarторыskich* [Le crépuscule des Czarторыski], Warszawa 1969, p. 232 et suiv.

⁴ Cf. les lettres de Klaczko à François Buloz dans Bibliothèque Spoelberch de Lovenjoul à Chantilly.

à comprendre qu'on ait condamné le malheureux seulement aux travaux forcés à perpétuité et à la déportation en Nouvelle Calédonie, et non pas à la peine capitale. En 1868, le prince Charles de Talleyrand, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, dut fournir personnellement au chef de la police russe des renseignements complémentaires sur l'affaire Berezowski⁵.

Cet attentat ainsi que le climat hostile à la Russie, qu'il avait provoqué en France, rendirent vains les entretiens politiques escomptés par le gouvernement de Napoléon III. Jusqu'à la fin de sa vie, chaque fois qu'il partait pour l'étranger, Alexandre II ne manquait jamais de rappeler l'attentat, dont il avait failli être la victime en juin 1867 à Paris⁶.

En 1869, le général Émile F. Fleury fut nommé ambassadeur à Saint-Pétersbourg et reçut la mission de fléchir l'intransigeance russe. Au nom de son gouvernement, Fleury déclara que la France se désintéressait de la question polonaise, mais cette déclaration n'entraîna nullement un changement d'attitude de la Russie. Au printemps de l'année suivante, Émile Ollivier s'efforça de sonder l'opinion des milieux officiels à Vienne, pour savoir si le gouvernement de l'Autriche-Hongrie n'envisageait pas un rapprochement entre la France, l'Empire des Habsbourg et la Russie et s'il n'était pas prêt pour cela de céder la Galicie aux Russes⁷. Or, on sait que, en juin 1870, au cours de la rencontre à Ems des souverains de la Russie et de la Prusse, Bismarck, en exagérant l'importance des libertés accordées aux Polonais de Galicie, eut beau jeu d'agiter le spectre de « la question polonaise », afin de persuader le tsar de la nécessité d'un rapprochement avec la Prusse. Ainsi, la « question polonaise » s'avérait, une fois de plus, un moyen de pression sur Saint-Pétersbourg, grâce auquel Bismarck gagnait l'appui de la Russie pour sa conception de l'unification de l'Allemagne sous l'égide de la Prusse.

Au moment de l'ouverture des hostilités, la Russie demandait au gouvernement français l'assurance que, même si l'Autriche devait être mêlée à la guerre, la question polonaise ne serait pas soulevée. Le gouvernement impérial fut averti que cette condition était considérée par la Russie comme indispensable avant tout accord avec la France. Alexandre II exigeait même que le « Journal Officiel » publiât une déclaration selon laquelle la France s'engageait à abandonner définitivement la question polonaise. Le

⁵ Ch. Talleyrand à P. A. Chouvalov, 14 juin 1868 dans Centralnyj Gosudarstvennyj Arhiv Oktjabrskoj Revoluciji (abrég. CGAOR), Moskva, 109, inv. 2, n° 521, p. 1.

⁶ Cf. Bertholdi écrivant de St.-Pétersbourg au duc A. De Broglie, le 27 juin 1873, *Voyage de l'Empereur de Russie à Vienne* (Archives du ministère des Affaires Étrangères à Paris [abrég. AMAE], *Russie*, 1873, vol. 247, p. 274).

⁷ Cf. H. Wereszycki, *Sojusz trzech cesarzy [L'alliance des trois empereurs]*, Warszawa 1965, pp. 144 - 147.

duc de Grammont réitéra sa déclaration de désintéressement, mais ne voulut point qu'elle fût publiée officiellement⁸.

Aux yeux du tsar et de son entourage, la France était doublement prédestinée à prendre la défense de la Pologne: en tant que foyer de la révolution et en tant que nation catholique. Au lendemain de la guerre de 1870, la diplomatie française s'efforçait par tous les moyens de gagner les bonnes grâces de la Russie, mais une fois de plus la question polonaise hypothéquait lourdement ces efforts. Ainsi, le général Adolphe le Flô, qui avait succédé à Fleury au poste d'ambassadeur à Saint-Pétersbourg, constatait dans une lettre datée du 11 janvier 1872, au ministre des Affaires Étrangères, le comte Charles de Rémusat: « Je ne saurais trop le répéter, la question polonaise est sans contredit celle qui touche le plus au coeur des Russes, celle qui est entrée le plus avant dans les entrailles de la nation, qui a exercé la plus grande influence sur nos relations diplomatiques et, je ne crains pas de le dire, celle qui a été le plus grand obstacle à toute alliance sérieuse entre la France et la Russie, et par conséquent, une de celles qui ont secondairement le plus contribué à nos malheurs »⁹.

II

Durant les premières semaines de la guerre de 1870, les émigrés polonais étaient assez divisés quant à l'attitude qu'il fallait adopter. Ainsi, les partisans de l'Hôtel Lambert estimaient qu'il était indispensable de prendre sans réserve le parti de la France impériale. Une partie des émigrés voulaient bien apporter leur appui à la France, mais seulement au cas où la guerre aurait un caractère défensif, et à condition que les opérations se dérouleraient sur le territoire français. Les républicains polonais les plus acharnés se prononçaient contre toute participation dans cette guerre de deux gouvernements monarchiques. Ce dernier groupe d'émigrés était fort peu nombreux et, d'ailleurs, après les premières victoires allemandes, les sympathies pro-françaises prévalurent parmi les Polonais. Certaines organisations radicales polonaises pensaient que la guerre franco-allemande pourrait dégénérer en révolution intérieure.

Le 23 août, une Commission Provisoire diffusait un appel aux émigrés pour qu'ils rejoignassent une formation polonaise qui devait combattre aux côtés de l'Armée Française. Plusieurs centaines de volontaires se présentèrent dès les premiers jours. Le général Michał Kruk-Heidenreich fut choisi comme commandant de ce corps de volontaires. Il avait fait ses

⁸ *Ibidem*, p. 209 et suiv; J. Zdrada, *op. cit.*, p. 365; J. W. Borejsza, *op. cit.*, pp. 284 et 285.

⁹ AMAE, Russie, vol. 246, p. 32.

preuves lors de l'insurrection de 1863 - 1864 en Pologne. Un financier bien connu, Polonais, le comte Ksawery Branicki offrit d'emblée un demi-million de francs pour les besoins de cette formation polonaise ainsi que pour les blessés français.

Dès que la République fut proclamée, le 5 septembre 1870, la Commission Provisoire adressait un appel au Gouvernement de la Défense Nationale où l'on pouvait lire entre autres: « Citoyens! Depuis le début de la guerre entre la France, notre alliée depuis de longues années, et le plus perfide de nos oppresseurs, les émigrés polonais avaient offert leurs services au gouvernement français d'alors [...] Nous réitérons aujourd'hui notre demande sur des bases nouvelles. Nous ne nous adressons point, en effet, à un gouvernement monarchique mais à la France républicaine, en tant que citoyens d'un peuple libre et républicain écrasé par ces mêmes despotes qui rêvent aujourd'hui d'écraser la France républicaine. Nous ne savons point quel sera le déroulement des événements et des hostilités, si le Gouvernement de la Défense Nationale se contentera de chasser l'ennemi du territoire français ou s'il a l'intention d'élever résolument le drapeau de la révolution européenne, comme les hommes de 92. Toujours est-il, que nous déclarons être prêts à donner avec enthousiasme toute l'aide de nos propres forces malheureusement trop faibles encore à l'heure actuelle. Nous vous demandons donc, honorables citoyens, quelle attitude devons-nous adopter — à votre avis — afin de contribuer le plus efficacement à sauver la France et la civilisation menacées et si la formation d'un détachement polonais sous le drapeau national n'est pas une entreprise prématurée et dangereuse [...] »¹⁰. Cet appel fut remis par les émigrés au ministre Emmanuel Arago qui avait la réputation d'être un ami de la Pologne. Comme on le voit, ils s'efforçaient par tous les moyens de ne pas gêner, en quoi que ce fût, les nouvelles autorités de la République.

En attendant la réponse du gouvernement, le 7 septembre, le général Kruk-Heidenreich, assisté des commandants des compagnies, passa en revue le détachement de volontaires. Puis il se rendit à l'état-major du général Louis Trochu, commandant de la défense de Paris, afin de recevoir la réponse à l'appel adressé quelques jours auparavant. Les entretiens entre les délégués du détachement polonais et les représentants de l'état-major de la défense de Paris durèrent toute la journée. Au soir le général Kruk-Heidenreich et le général Gona se heurtèrent en échangeant les propos suivants:

¹⁰ M. Złotorzycka, *Próba utworzenia oddziału polskiego w czasie oblężenia Paryża przez Prusaków (1870 - 1871)* [Essai de constitution d'une unité militaire polonaise durant le siège de Paris par les Prussiens, 1870 - 1871], « Niepodległość », 1935, n° 11, pp. 338 - 339.

« *Kruk-Heidenreich*: “Nous voulons combattre en formation séparée afin de témoigner que nous sommes fidèles à la solidarité qui unit la Pologne à la France.”

« *Gona*: “La formation que vous réclamez est une formation politique et le drapeau polonais s’il n’est pas manifeste y est néanmoins caché [...] Je vous donne encore un conseil. Au moment de l’assaut, montez aux fortifications individuellement. Nous serons heureux de vous donner un képi et un fusil — parce que nous serons persuadés de les avoir remis en bonnes mains.”

« *Kruk-Heidenreich*: “Mais, si on nous fait prisonniers, nous risquons d’être traités par les Prussiens comme des bandits.”

« *Gona*: “Allez par groupes...”

« Le général *Kruk-Heidenreich*, piqué au vif par cette conversation, s’enfuit en saluant à peine »¹¹.

A la mi-septembre, après plusieurs semaines de tentatives infructueuses, la proposition polonaise d’une formation autonome combattant aux côtés de la France fut définitivement rejetée par le Gouvernement de la Défense Nationale. Quelques jours plus tard, Paris était entièrement investi par les armées prussiennes. Les membres du Gouvernement, dont beaucoup avaient manifesté auparavant des sympathies pour la Pologne, évitaient soigneusement toute allusion officielle à des pourparlers avec les Polonais, afin de ne pas provoquer le mécontentement de la Russie, dernier espoir des hommes politiques alors au pouvoir.

En automne 1870, Bronisław Wolowski, émigré politique polonais et journaliste français, entreprit d’organiser une légion polonaise dans le midi de la France. Au début, le ministère des Affaires Etrangères replié à Tours lui refusa toute permission. Il se heurta également à un refus de la part de la municipalité de Lyon. Mais en octobre, Gambetta et Garibaldi acceptèrent de patronner l’organisation de la légion. Wolowski fit appel à Jarosław Dąbrowski qui prit le commandement du détachement. Malheureusement Dąbrowski ne réussit pas à passer à travers les lignes ennemies, qui avaient coupé Lyon, et il ne put y parvenir que le 20 février 1871, au moment où l’unité polonaise allait être dissoute.

C’est pourquoi, ce fut le colonel Tytus O’Byrn Grzymała, officier de l’insurrection 1863 - 1864 et combattant de Sedan, qui prit le commandement de la nouvelle formation polonaise. De nombreux Polonais venus du midi de la France, de Suisse, d’Italie et même de Turquie affluèrent à Lyon et rejoignirent les amis et collaborateurs de Bronisław Wolowski. L’ambassade de France à Vienne était littéralement assiégée par une foule de volontaires arrivés de Galicie et qui voulaient s’engager dans cette forma-

¹¹ *Ibidem*.

tion. Il y avait également des déserteurs de l'armée prussienne et des réfugiés venus des provinces polonaises annexées par la Prusse. La légion ne dépassa pas cependant un effectif de trois cents hommes et ne fut pas engagée dans les combats. Finalement, cette légion formée par Wólowski fut retirée au commandement de Garibaldi et placée sous les ordres d'un autre Italien, Lodovico Frapolli, commandant du « Corps de l'Étoile ». Les Polonais furent employés à des corvées de garde dans les Alpes jusqu'à la fin des hostilités.

L'attitude des autorités françaises rendit vaines les tentatives des Polonais d'organiser une unité polonaise autonome. C'est pourquoi, de nombreux émigrés s'engageaient dans des formations militaires françaises. Beaucoup combattirent sous le commandement de Garibaldi dans l'Armée des Vosges, dans le bataillon des Francs-Tireurs de Paris, chez les Francs-Tireurs des Pyrénées Orientales. Plus de cent élèves des écoles polonaises de Paris prirent part aux combats. Le général Hauke-Bosak, commandant de la première brigade de l'Armée des Vosges, fut tué le 21 janvier 1871 devant Dijon. Le général Ernest Lipowski assurait la défense de Château-dun. De nombreux émigrés furent tués au cours des hostilités ou faits prisonniers¹².

Rappelons que dans l'armée prussienne des régiments entiers de conscrits étaient composés de Polonais de Posnanie, de Poméranie et de la Prusse Orientale. Ces forces pesèrent dans la balance bien plus fortement que les centaines d'émigrés qui prirent les armes et s'engagèrent pour la défense de la France. Dès 1870, l'opinion publique française était au courant de la présence des Polonais mobilisés de force dans l'armée prussienne, et c'est ce qui peut expliquer le climat d'hostilité, voire de suspicion, envers les Polonais de France.

D'un autre côté, le drame des soldats polonais, enrôlés de force dans l'armée prussienne et obligés de combattre contre leur volonté et contre leur intérêt national, a été maintes fois évoqué, particulièrement dans les oeuvres de Henryk Sienkiewicz et de Ignacy Maciejowski (Sewer). Durant la bataille de Gravelotte, le général Karl von Steinmetz fit charger les régiments du corps d'armée poméranien composés de conscrits polonais au son de l'hymne national polonais, alors que cet hymne était sévèrement interdit dans toutes les provinces de la Pologne annexées par la Prusse. Mais dès que l'Alsace et la Lorraine furent occupées par l'armée allemande, on procéda à l'expulsion de tous les émigrés polonais qui s'y étaient fixés.

Dans toutes les parties de la Pologne, les sympathies de la population

¹² K. Wyczańska, *Polacy w Komunie Paryskiej* [Les Polonais dans la Commune de Paris], Warszawa 1957, p. 55 - 60.

allaient résolument à la France. Dans le Duché de Posnanie, au moment des réjouissances officielles ordonnées par les autorités pour fêter les victoires allemandes, les Polonais prirent ostensiblement le deuil, ce qui donna l'occasion à des troubles et rixes entre Polonais et Allemands. Même sur les territoires où la colonisation allemande avait gagné du terrain, comme c'était le cas dans la province de Gdańsk, les sympathies pour la France étaient visibles¹³. En Galicie, ces sentiments pro-français pouvaient s'exprimer plus librement soit dans la presse, soit dans les discours publics (discours célèbres de Klaczko à la Diète de Galicie du 30 août 1870). A la nouvelle, d'ailleurs fautive, des succès français au début de la campagne, les villes de la Galicie pavoisèrent.

Les événements de 1870 avaient bouleversé l'opinion publique des provinces polonaises de l'Empire russe. Le consul français à Varsovie écrivait à ses supérieurs, le 17 décembre 1870, c'est-à-dire après la débâcle des armées françaises: « Ici toutes les classes de la population sont toujours sympathiques à la France, autant que si elles étaient françaises »¹⁴. Mais les hommes politiques, qui avaient pris le pouvoir en France, avaient préféré jouer la carte russe et attendaient patiemment que le tsar intervienne pour mettre un frein aux succès militaires de la Prusse. C'est pourquoi, les pourparlers des Polonais avec le gouvernement français étaient d'avance voués à l'échec.

Le général Dąbrowski avait proposé d'abord à Napoléon III, et ensuite au Gouvernement de la Défense Nationale, de créer un corps polonais de partisans qui aurait eu pour mission de poursuivre sans relâche et partout une campagne de guérilla contre les armées allemandes. En vain. Dans sa lettre à Wolowski, datée du 15 septembre 1870, Dąbrowski annonçait avec amertume: « La formation d'un détachement de cavalerie légère, que je viens de proposer au gouvernement, ne pourra être réalisée pour la bonne raison que nous sommes Polonais »¹⁵. D'autres tentatives furent aussi vaines, en particulier, lorsque les émigrés proposèrent au Gouvernement de la Défense Nationale de soulever la question polonaise en rappelant que les milliers de soldats polonais, obligés de servir dans les rangs de l'armée prussienne contre la France, passeraient immédiatement dans le camp de la République en voyant en face d'eux le drapeau

¹³ Cf. la lettre du consul russe Freytag de Loringhoven résidant à Gdańsk à l'ambassadeur Paul Oubril, à propos des possibilités d'un soulèvement contre l'Allemagne (14/26 août 1870 Arhiv Vnešnej Polityki Rossii [abrév. AVPR], Moskva, kanc. 1870, n° 19, p. 136 – 137.

¹⁴ Lettre de Finot à J. Favre du 17 décembre 1870 (AMAE, *Russie*, Varsovie, vol. 16, p. 282).

¹⁵ J. Dąbrowski, *Listy [Lettres]*, présentées par R. Gerber, Warszawa 1960, p. 113.

national polonais¹⁶. Władysław Mickiewicz, fils du grand poète polonais, racontait le fait suivant: « Les Polonais qui se trouvaient dans l'armée prussienne, envoyèrent deux officiers (tâche particulièrement dangereuse), afin de demander au Gouvernement de la Défense Nationale la création non plus d'une légion polonaise, mais de régiments polonais entiers sous uniforme français: "Nous voulons — disaient-ils — que notre patrie puisse participer à la gloire que gagneront les soldats polonais morts pour la France". Mais le Gouvernement de la Défense Nationale repoussa cette proposition sur la motion de Rochefort¹⁷ ». Il faut cependant observer, que cette relation de Władysław Mickiewicz n'a pas été jusqu'ici corroborée par les autres sources historiques de l'époque.

Pour les Polonais, les désastres de Sedan et de Metz allaient décider, dans une grande mesure, non pas seulement de l'avenir de la France et de l'Europe, mais avant tout, de celui de la Pologne. Depuis plus de 70 ans, depuis l'épopée napoléonienne, les patriotes polonais, aussi bien conservateurs que libéraux et révolutionnaires, liaient leurs espoirs de restaurer l'indépendance de leur pays avec l'appui et la politique de la France. La défaite de la France dans la guerre de 1870 allait signifier la fin de cette orientation politique.

III

Entre l'automne 1870 et le printemps 1871 nombre d'émigrés polonais avaient fréquenté les clubs révolutionnaires de Paris. C'est là, que Jarosław Dąbrowski s'était taillé une popularité après sa conférence intitulée « Trochu comme organisateur et général-en-chef ».

Or, de nombreux Polonais, même s'ils n'étaient ni socialistes ni extrémistes, la plupart étant libéraux et démocrates, estimaient qu'un grand mouvement révolutionnaire français était seul capable de galvaniser les forces vives de la nation. Ces mêmes Polonais voyaient, plus tard, dans la Commune le dernier espoir pour sauver la France et la refaire sous forme d'un grand État démocratique — défenseur de la Pologne. C'est pourquoi de nombreux Polonais adhérèrent à la Commune de Paris.

La carrière de Jarosław Dąbrowski est à ce propos suffisamment connue: d'abord commandant de la 11^e légion, commandant de Paris depuis le 7 avril 1871, ensuite commandant de l'aile droite des forces révolutionnaires, finalement, au début de mai, il fut pendant quelque temps com-

¹⁶ La question fut soulevée maintes fois dans « Le Patriote », journal qui avait commencé à paraître en septembre 1870 à Paris, par les soins de Władysław Mickiewicz et Armand Lévy.

¹⁷ W. Mickiewicz, *Pamiętniki [Mémoires]*, vol. III, Kraków 1933, p. 15.

mandant en chef de toutes les forces de la Commune. Il était très populaire parmi les soldats qui servaient sous ses ordres.

Walery Wróblewski avait commandé dès le début d'avril l'aile gauche des Fédérés. Les derniers jours de la Commune, il refusa le commandement général, car la situation était déjà sans espoir. Depuis le 17 avril, le colonel Józef Rozwadowski assumait les fonctions de chef d'état-major de Wróblewski avec de nombreux officiers polonais. Les deux généraux mentionnés étaient connus pour leur courage et leur esprit d'offensive, dont ils firent preuve en proposant d'attaquer sur un vaste front les forces des Versaillais, quand cela était encore possible. Le Conseil de la Commune repoussa leur proposition.

Un autre général polonais de la Commune, August Okołowicz, excellent officier supérieur, était né en France, où sa famille s'était fixée longtemps auparavant. Le général Roman Czarnomski fut, durant la Commune, commandant de l'École Militaire, mais ne joua aucun rôle important. En dehors de ces quatre généraux, les Polonais fournirent à la Commune une cinquantaine d'officiers dont beaucoup occupaient des postes de premier plan.

D'après les témoignages des Communards aussi bien que des adversaires de la Commune, ce furent les Polonais qui fournirent les meilleurs cadres à l'insurrection parisienne. Ainsi, à la fin d'avril 1871, le journaliste polonais Józef Tokarzewicz écrivait de Versailles: « Dąbrowski est extrêmement populaire chez les communistes. Dès qu'il apparaît, ils crient: Vive la Pologne! A Versailles on lui rend cette justice qu'il se bat comme un lion bien qu'il ait l'air d'une mouche [...] Quant à Wróblewski, c'est un homme très énergique. Dąbrowski est maintenant général en chef. Les postes-clés sont aux mains des Polonais »¹⁸. Ces postes-clés mentionnés par Tokarzewicz étaient en fait des commandements militaires, car les Polonais, à quelques exceptions près, ne s'intéressaient qu'au côté militaire de la Commune.

Les auteurs, qui ont étudié la participation des Polonais à la Commune, estiment qu'il y en avait entre 400 et 600. Ce dernier chiffre est mentionné dans la correspondance des diplomates russes. Władysław Mickiewicz, en se basant sur ce qu'il avait pu observer par lui-même, parle de 700 Polonais¹⁹. Les historiens français d'aujourd'hui pensent qu'il devait y en avoir près de 600 et qu'ils formaient le groupe étranger le plus important après les Belges²⁰. Alexandre Dumas fils avait lancé un mot qui

¹⁸ Cf. J. W. Borejsza, *op. cit.*, pp. 393 - 394.

¹⁹ *Ibidem*, p. 390.

²⁰ J. Bruhat, J. Dautry, E. Tersen, *La Commune de 1871*, Paris 1970, p. 235.

fit fortune en prétendant que la Commune fut l'oeuvre des Polonais de diverses nationalités.

Il nous reste à expliquer, pourquoi les Polonais de France furent si nombreux à prendre part à la révolution de 1871. En premier lieu, ils pensaient hâter ainsi la restauration de la Pologne. Ensuite, beaucoup avaient des opinions démocratiques et avaient adopté les convictions du peuple de Paris, en rencontrant des révolutionnaires dans les ateliers, les offices, dans les bataillons de la garde nationale, etc. Un petit groupe de Polonais avait adhéré à la Commune, parce qu'ils se sentaient solidaires, en tant que socialistes, des dirigeants français dont ils étaient les amis et qui furent les chefs de l'insurrection. C'est ainsi qu'il faut rappeler ici les liens qui unissaient Dąbrowski, Wróblewski et d'autres Polonais avec les jacobins et les blanquistes: Charles Delescluze, F. Pyat, R. Rigault, Charles Gérardin, E. Eudes. En dernier lieu, il faut reconnaître qu'un certain nombre d'émigrés se rallièrent à la Commune tout simplement, parce qu'ils n'avaient pas d'autre moyens d'existence.

En répondant à l'accusation d'inconscience, dont on chargeait les officiers polonais qui avaient servi la Commune, le colonel Teofil Dąbrowski (frère de Jarosław Dąbrowski) écrivait, le 20 octobre 1871, au romancier polonais Józef Ignacy Kraszewski: « Trente mille hommes assassinés par des cours martiales d'une soldatesque ivre sur le pavé de Paris ne sauraient cependant tuer ni étouffer l'idée — car cette idée est juste et c'est pourquoi elle vit toujours et finira par triompher. Et la meilleure preuve en est qu'aujourd'hui plus qu'à une période quelconque la lutte du capital et du travail est à l'ordre du jour. La révolution sociale en Europe est à peu près inévitable. Si ce n'est aujourd'hui, ce sera demain, si ce n'est dans un an, ce sera dans quelques années au plus tard. Donc, en participant au mouvement révolutionnaire parisien, nous savions fort bien ce que nous faisons. En tant qu'hommes dont les convictions politiques étaient les mêmes que celles que prônait la Commune, nous avons l'obligation morale de défendre ces convictions. Mais, il ne s'agissait pas pour nous seulement de défendre nos opinions — il s'agissait pour nous de quelque chose de plus important. Car, en tant que Polonais, nous regardions toujours toutes les questions politiques et sociales du point de vue de la Pologne. Et toujours nous nous demandions d'abord: quel avantage en sortira-t-il pour la Pologne? Et, en adhérant à la révolution parisienne, nous voyions en elle une révolution sociale qui, si elle réussissait, aurait pu mettre dessus dessous tout l'ordre des choses existant aujourd'hui en Europe. La Pologne pouvait y perdre quelque chose? Rien. Pouvait-elle y gagner? Oui. Tout. C'est cette pensée qui a stimulé tous les Polonais combattant sous le drapeau de la révolution. Et c'est cette pensée qui don-

nait une valeur double à tout ce que nous faisons. Car nous luttons pour “votre liberté et la nôtre” »²¹. Même si les opinions de Dąbrowski et de ses compagnons n'étaient pas tout à fait claires en mars 1871, on peut être certain que, dans le feu des combats, elles avaient peu à peu pris la forme expliquée par la lettre mentionnée.

Les sentiments exprimés soit avant 1871, soit après, par les participants polonais les plus marquants à la Commune de Paris témoignent qu'ils approuvaient d'une façon générale aussi bien les mesures provisoires que les grandes réformes sociales entreprises par les insurgés. Ils estimaient, cependant, que les Fédérés perdaient trop de temps en débats ou discussions oiseuses au lieu d'attaquer les Versaillais et d'utiliser à bon escient les fonds de la Banque de France. C'est pourquoi ils ne prenaient aucune part à ces débats. Les Polonais, qui étaient surtout des hommes d'action et qui n'avaient pas eu le temps ni l'occasion de s'intégrer à la vie sociale de l'Europe occidentale, comme, par exemple, le Hongrois Léo Fränkel, les Polonais Dąbrowski et Wróblewski, estimaient qu'il fallait vaincre d'abord et laisser les affaires intérieures aux Français, c'est-à-dire au Conseil de la Commune.

Lorsqu'en mai 1871, la défaite de la Commune ne faisait plus de doute, les Polonais furent de ceux qui choisirent de faire leur devoir de soldat jusqu'à la fin. Le 23 mai, dans une situation désespérée, Dąbrowski prend le commandement de la défense du 19^e et du 20^e arrondissement. Bien que blessé et ne pouvant que difficilement se tenir à cheval, il prend la tête d'une compagnie de fusiliers marins et la conduit à l'assaut de la barricade de la rue Myrrha. C'est là qu'il fut blessé à mort²². Une grande partie des Polonais, qui avaient servi dans les rangs de la Commune, fut tuée au combat ou fusillée par les Versaillais. Au cours de la « Semaine sanglante », il suffisait de dire de quelqu'un: « C'est un Polonais », pour le faire condamner à mort²³.

Les vainqueurs furent saisis d'un paroxysme de haine pour tout ce qui était étranger. On présentait volontiers la Commune comme l'oeuvre des

²¹ J. Dąbrowski, *Listy [Lettres]*, p. 163.

²² Voici le passage d'un rapport adressé au maréchal Mac-Mahon, qui relate la mort de J. Dąbrowski. (Le rapport est daté du 29 mai 1871): « Monsieur le Maréchal, Le 23 mai courant, le 45^e de marche était chargé de l'attaque d'une barricade située à l'intersection des rues Myrrha et des Poissonniers. Cette barricade, après une vive défense, fut enlevée par le 45^e. Le bruit se répandit dans la soirée que Dombrowski, l'un des chefs les plus connus des insurgés, y avait été tué [...] Blessé mortellement le 23, Dombrowski fut transporté dans la pharmacie des sieurs Bertrand et Batailly au N° 69 de la rue Myrrha, où il reçut les premiers soins. De là il fut transféré à l'hôpital Lariboisière où, à trois heures de l'après-midi, il avait cessé de vivre [...] » (Archives de la Préfecture de Police de Paris, B/a 1039).

²³ Voir J. W. Borejsza, *Patriota bez paszportu (Walery Wróblewski 1836 - 1908) [Un patriote sans passeport — Walery Wróblewski 1836 - 1908]*, Warszawa 1970.

Polonais, Italiens, Valaques et Belges. Le gouvernement Thiers n'hésitait pas à déchaîner les passions les plus basses afin de faire, aux dépens des étrangers et des hommes de l'extrême-gauche, l'union de la majeure partie de la nation²⁴.

La repression et les cruautés commises par les troupes de Versailles au cours de la dernière semaine de la Commune provoquèrent une vague d'indignation en Pologne. Bien entendu, la grande majorité de la population polonaise n'avait aucune envie de partager les idées des insurgés de 1871. Pourtant, elle pouvait faire siennes les paroles du général Czarnomski, qui avait embrassé la cause de la Commune afin « de combattre les réactionnaires français, amis des Prussiens », car disait-il, « quand un conflit oppose les contents aux mécontents, les Polonais doivent se ranger du côté des mécontents »²⁵. C'est en vertu de cette ancienne devise des émigrés que des centaines de Polonais prirent une part active aux combats aux côtés des Communards. Plus nombreux furent ceux qui, n'étant pas d'accord avec les insurgés, restèrent neutres, mais seuls quelques isolés comme A. Frankowski, W. Lisicki ou W. Woronicz, anciens officiers, rejoignirent les rangs des Versaillais.

Une fois la Commune écrasée, les conservateurs ayant à leur tête le prince Władysław Czartoryski, effrayés par l'ampleur de la répression, adressa à l'Assemblée Nationale un mémoire où les Communards polonais étaient décrits comme une poignée de condottieri. On y soulignait, cependant, la brutalité des troupes de Versailles qui avaient, sans aucune raison, fusillé deux vieillards polonais. Ce passage fut censuré et ne parut pas dans les comptes rendus des travaux du parlement. Le mémoire en question fut âprement critiqué non seulement par les émigrés démocrates en France, mais aussi par une importante partie de l'opinion publique en Pologne.

L'année suivante, Władysław Czartoryski épousait la petite-fille de Louis-Philippe, Marguerite, duchesse d'Orléans. Peut-être songeait-on alors, dans l'entourage du prince Czartoryski, à un rétablissement de la monarchie en France, qui aurait, grâce à ce mariage, favorisé les affaires de la Pologne. Mais ces illusions furent — comme on le sait — rapidement dissipées.

Les conditions des émigrés polonais empirèrent bientôt. La plupart des réfugiés, qui avaient pris part à l'insurrection de 1863 - 1864, durent quitter la France. Les émigrés plus anciens, ainsi que ceux qui se groupaient autour de l'Hôtel Lambert, restèrent. Leur vie politique gravitait maintenant autour des institutions charitables ou culturelles. Des gens d'im-

²⁴ Voir A. Dupuy, *La guerre, la Commune et la presse*, Paris 1959, pp. 122 - 123.

²⁵ Cf. Bibliothèque Polonaise à Paris, vol. 441.

portance secondaire comme Władysław Mickiewicz, W. Mazurkiewicz, W. Gasztowtt, Bohdan Zaleski continuaient à être considérés comme des dirigeants spirituels des Polonais de France. Mais les activités politiques des émigrés devinrent plutôt anémiques.

Ces activités étaient, d'ailleurs, étroitement surveillées. En février 1873, la police parisienne interdit même d'organiser un banquet commémoratif à l'occasion du quatrième centenaire de la naissance de Nicolas Copernic²⁶. Comme « démonstrations politiques » il ne restait aux Polonais que les obsèques des personnalités marquantes parmi les émigrés, et même alors le cortège funéraire ne dépassait que rarement quelques centaines de personnes. Ce qu'on appelait « la Grande Émigration » en Europe occidentale s'achevait dans l'oubli après quarante années d'activités politiques. La période d'hommes aussi célèbres que Adam Mickiewicz, Joachim Lelewel, Frédéric Chopin ou Józef Bem était finie.

IV

Après 1871, les émigrés politiques cessèrent de jouer un rôle quelconque dans les calculs et les projets des gouvernements de la Troisième République. Le rôle de l'émigration polonaise avait toujours été correspondant à l'importance de la question polonaise dans la politique internationale. Or, les pays de l'Europe occidentale en avaient terminé avec les révolutions démocratiques, et les bourgeois français ou allemands n'avaient plus ni l'occasion ni le besoin d'invoquer la question polonaise dans la lutte pour leurs droits politiques. Le rapprochement franco-russe et la naissance du Deuxième *Reich* avaient rejeté le problème de la Pologne au second ou au troisième plan des affaires internationales. Lors de la première audience du nouvel ambassadeur français à Saint-Petersbourg, le tsar Alexandre II, en accueillant le général Le Flô, parla entre autres de la part prise par les Polonais à la Commune de Paris et exprima l'espoir de voir la question polonaise définitivement terminée²⁷.

Le Flô s'efforça de persuader l'empereur que la France n'a non seulement aucune intention de s'immiscer dans les affaires polonaises, mais qu'elle est prête à appuyer toute initiative russe dans ce domaine. Il déclara partager les craintes russes de voir un élargissement des libertés autonomiques de la Galicie menacer l'équilibre européen²⁸. Il soulignait —

²⁶ Archives de la Préfecture de Police de Paris, B/s 1301.

²⁷ A. Le Flô à Charles de Rémusat, le 4 août 1871, dans *Documents diplomatiques français (1871 – 1914)*, 1^{ère} série, vol. I, Paris 1929, p. 55.

²⁸ Lettre de A. Le Flô à Ch. de Rémusat du 11 janvier 1872 (AMAE, *Russie*, vol. 246, p. 99 et *passim*).

avec raison, d'ailleurs — qu'une politique réaliste ne pouvait que dicter à la France une alliance avec la Russie dirigée contre l'Allemagne. Quant à la Pologne, ajoutait-il, « nous n'avons jamais pu rien et nous pouvons moins que jamais aujourd'hui »²⁹. Remarquons, en passant, que cette opinion était partagée par de nombreux hommes politiques français, sans distinction de parti. Léon Gambetta déclarait, par exemple, que parmi les républicains il n'y avait plus de sympathisants avec la Pologne³⁰.

Dans certains cas particuliers, le gouvernement français faisait appel aux bonnes volontés des Polonais, mais cela se passait dans le plus grand secret. Le service des renseignements utilisait quelques Polonais bien placés. C'est ainsi, par exemple, que le gouvernement de la Troisième République put avoir accès aux documents secrets concernant la formation de la Triple Alliance encore avant qu'elle n'ait été conclue, grâce à l'aide désintéressée du romancier Józef I. Kraszewski³¹. Mais dès 1887, quand l'Europe crut être à la veille d'une nouvelle guerre franco-allemande, et que des représentants des émigrés polonais se rendirent chez le général Boulanger en lui proposant de provoquer une insurrection dans les provinces de la Pologne annexées par la Prusse, le gouvernement français se contenta d'en avertir l'ambassade russe³². Des services de ce genre n'étaient même pas payés de retour. Néanmoins, la France s'était engagée sur le chemin de l'alliance russe et persévérait dans cette voie en acceptant à peu près toutes les conditions et les exigences de Saint-Petersbourg.

Déjà, au lendemain de la défaite de 1871, les diplomates français, qui assistaient à l'enfantement pénible de la Troisième République et de son système politique, attiraient l'attention du gouvernement sur la précarité de l'alliance des trois empereurs. Ils prévoyaient que la Russie n'hésiterait plus à s'allier avec la France dès le moment où le système de gouvernement assurerait une stabilité politique à cette dernière et après un redressement de l'armée française. A ce propos, l'ambassadeur Le Flô signalait que les Russes étaient contraires à l'idée d'une restauration de la monarchie en France. D'après Le Flô, les dirigeants de la politique russe estimaient qu'un retour à la monarchie aurait entraîné des tendances cléricales et ultra-montaines alors que « le fantôme de la Pologne se dresse sans cesse derrière toute question catholique »³³.

²⁹ A. Le Flô à E. Decazes (27 novembre 1874, AMAE, *Russie*, vol. 249, p. 469).

³⁰ *Ibidem*.

³¹ Archives de la Préfecture de Police de Paris B/a 1133.

³² J. Feldman, *Sprawa polska w latach 1864 - 1894* [La question polonaise au cours des années 1864 - 1894], dans: *Pamiętnik V Powszechnego Zjazdu Historyków Polskich w Warszawie* [Mémorial du V^e Congrès Général des Historiens Polonais à Varsovie], vol. I, Lwów 1930, p. 445.

³³ Lettre de A. Le Flô à A. De Broglie du 24 octobre 1873 (AMAE, *Russie*, vol. 248, p. 217).

Les dirigeants de la Troisième République s'intéressaient aux Polonais en tant que recrues pour l'armée russe, ou bien en tant que force d'opposition en Allemagne et en Autriche-Hongrie. Quant au territoire polonais, particulièrement en ce qui concerne les provinces annexées par la Russie, les hommes politiques français les considéraient comme un débouché avantageux pour l'expansion économique française à l'instar de tout l'Empire russe. Les archives du ministère des Affaires Étrangères et du ministère de la Guerre témoignent du peu de place occupée par la question polonaise dans l'ensemble des affaires internationales traitées par la politique de la Troisième République entre Sedan et le traité de Versailles.

Les diplomates français avaient pris pour principe, en ce qui concerne les affaires polonaises, d'être au courant et de renseigner leur gouvernement, mais sans entreprendre aucune action déterminée. Le Quai d'Orsay s'interdisait toute activité de ce genre non seulement sur le territoire de la Russie, mais également — afin de ne pas mécontenter Saint-Pétersbourg — dans le domaine de la politique de Vienne à l'égard des Polonais. C'est pourquoi les rapports des ambassadeurs, consuls, attachés militaires ont, durant cette période, un caractère d'information. Ce sont surtout les rapports des consuls de France à Varsovie qui nous renseignent le plus amplement sur la société polonaise et la politique adoptée par le Quai d'Orsay à son égard. Parmi ces consuls citons le baron Finot qui fut en poste à Varsovie de 1866 à 1882, ainsi que les consuls Boyard, Persan, La Martinière, d'Anglade, de Coppet, Velten, etc.³⁴.

A la lumière de leurs rapports, on peut se rendre compte non seulement de la politique de russification entreprise par les fonctionnaires d'Alexandre II, d'Alexandre III et de Nicolas II, mais aussi des sentiments de sympathie qu'inspirait aux diplomates français la société polonaise profondément catholique et patriotique. Néanmoins, les consuls de France, malgré leurs sympathies et malgré l'hostilité fréquente des autorités russes à leur égard, s'efforçaient d'agir en accord avec les directives de Paris et la raison d'état française. Cette attitude est surtout perceptible au lendemain de la guerre de 1870/71, alors que les Polonais manifestaient leurs

³⁴ Cf. Z. Kormanowa, *Quelques aspects de l'histoire du Royaume de Pologne pendant la seconde moitié du XIX^e (à la lumière des archives du Consulat de France à Varsovie de 1871 à 1885)*, « Acta Poloniae Historica », vol. V, 1962, pp. 183-198; J. W. Borejsza, *Polityka wobec Rosji a sprawy polskie 1871-1914* [La politique française à l'égard de la Russie et les affaires polonaises 1871-1914], dans: *Naród i państwo* [La nation et l'État], Warszawa 1969, pp. 47-64; le même auteur, *Warszawa i Królestwo Polskie w raportach francuskich dyplomatów 1865-1914* [Varsovie et le Royaume de Pologne dans les rapports des diplomates français 1865-1914], dans: *Warszawa w XIX w.* [Varsovie au XIX^e s.], Warszawa 1970, pp. 239-269.

sentiments d'amitié envers la France vaincue au moment où le gouverneur général Berg faisait livrer aux Prussiens des centaines de prisonniers français qui avaient réussi à s'évader et à passer en Pologne. A ce propos, les rapports du baron Finot sont particulièrement instructifs.

On peut y lire, entre autres, que les forces de résistance au sein de la population polonaise sont définitivement épuisées, que la noblesse est dans une large mesure détruite (ce qui était exact) et que l'aristocratie fait preuve de loyalisme à l'égard des Russes. Finot écrivait: « Singulier peuple! Opprimé depuis plus d'un siècle, il a dû contracter les défauts des peuples esclaves; lassé de résistance, fatigué de protester en vain, toujours aussi profondément divisé, excepté sur un point: le besoin de jouissances matérielles et la soif des plaisirs, il s'étonne d'être abandonné de tous. Il oublie qu'une nation n'est réellement perdue que quand elle manque de dignité dans le malheur et lorsqu'elle s'abandonne elle-même »⁸⁵. Finot estimait que la société polonaise s'était tellement pliée au joug de l'opresseur que son attitude, à l'exception des milliers d'uniates, ne peut fournir de prétexte à une intervention diplomatique quelconque.

A l'époque de la guerre russo-turque, les diplomates français n'avaient aucune illusion quant aux possibilités d'une insurrection polonaise, alors que les Anglais n'excluaient pas cette alternative. Le baron Finot démentait catégoriquement les informations parues dans la presse européenne qui faisaient état de certains préparatifs, allant soi-disant dans le sens d'une révolte sur le territoire de la Pologne. Il semble que ses rapports aient influencé le Quai d'Orsay dans son estimation des chances de la Russie dans cette guerre, aussi bien par suite de l'obstination avec laquelle il revenait sur ses jugements, que par l'ampleur de ses relations personnelles.

Vers la fin de sa mission à Varsovie, Finot fut alerté par les événements de Galicie, ce qui l'incita à reviser ses opinions. Dans ses rapports, il attirait l'attention de ses supérieurs sur le fait que les Polonais de Galicie vivent une sorte de renaissance nationale, alors que dans les provinces annexées par la Russie, malgré des efforts acharnés des autorités, la russification ne fait que peu de progrès. C'est pourquoi il concluait que la question polonaise pourrait encore surgir dans les affaires internationales. D'après Finot, les socialistes, qui venaient d'amorcer leurs activités en Pologne centrale, n'avaient guère de chances de s'imposer à la population, mais il croyait à la survivance et à l'importance de la nationalité polonaise comme en témoigne le passage suivant de son rapport: « On pense ici — je reste toujours l'écho le plus fidèle possible de ce qui se dit

⁸⁵ Lettre de Finot à E. Decazes du 8 février 1875 (AMAE, *Russie, Consulat à Varsovie*, vol. 16, p. 160).

autour de moi dans le monde polonais — que, dans un temps peu éloigné peut-être, mais qui ne dépassera pas la mort ou l'abdication de Guillaume ou d'Alexandre, la question polonaise s'imposera impérieusement à la politique de l'Europe. La Pologne comme nation n'existe que de nom, mais la nationalité polonaise est restée vivante et vivace »³⁶.

Entre 1880 et 1895, c'est-à-dire à l'époque où s'ébauchent de nouvelles alliances entre les pays d'Europe, le Quai d'Orsay commence à suivre avec plus d'intérêt le comportement des Polonais. Certains hommes politiques français, qui n'étaient pas complètement d'accord avec les opinions et les recommandations de Thiers ou de Gambetta en ce qui concernait la question polonaise, exigent des renseignements détaillés de Varsovie. Il s'agit pour eux de savoir si la carte polonaise est encore valable sur le tapis international et si la Russie n'en sortirait pas trop affaiblie.

Jules Ferry, premier ministre et ministre des Affaires Étrangères vers la fin de 1884, montra un intérêt très vif pour le sort des uniates polonais³⁷. Son successeur, Charles Freycinet eut un échange de vues avec le consul Boyard à propos des possibilités d'un rapprochement entre Russes et Polonais. Freycinet estimait que l'intérêt de la France exigeait une alliance avec une Russie capable de gagner, sinon les sympathies, du moins une certaine loyauté de l'élément polonais. Ferry et Freycinet étaient intéressés à ce que Berlin ne fût pas appuyé chaque fois par Saint-Pétersbourg dans les mesures anti-polonaises. En analysant la politique de Bismarck dans le Duché de Posnanie, Freycinet écrivait dans une instruction pour Boyard: « L'envahissement méthodique de cette province par la population germanique n'a pas beaucoup mieux réussi que n'ont fait, de l'autre côté de la frontière, les procédés autocratiques du gouvernement russe ». Ailleurs, en parlant des Polonais, Freycinet s'exprimait ainsi: « Si le gouvernement russe comprenait assez mal ses intérêts pour troubler aussi profondément leurs habitudes et pour violer leurs droits les plus sacrés, il est permis de croire que cette politique violente rendrait une nouvelle vie au sentiment national que cent ans de despotisme n'a pas réussi à comprimer »³⁸.

Au moment de la finalisation du traité d'alliance franco-russe, le consul Boyard eut un échange de vues fort intéressant avec un des auteurs de ce traité, le ministre Alexandre Ribot. Boyard rapportait que cette alliance allait aliéner les sympathies que les Polonais avaient pour la France. La presse de langue polonaise ne pouvant exprimer librement son opinion à cause du système de la censure russe, se contentait de passer sous silence tout ce qui avait trait à l'alliance franco-russe. Au moment des

³⁶ Lettre de Finot à Waddington du 5 novembre 1879 (*ibidem*, vol. 17, p. 50).

³⁷ Lettre de Jules Ferry à Boyard du 13 décembre 1884 (*ibidem*, p. 350).

³⁸ Lettre de Ch. Freycinet à Boyard (brouillon, *ibidem*, vol. 18, p. 72).

visites à Cronstadt et à Toulon, la société de Varsovie se mit à boycotter manifestement les pièces françaises jouées dans les théâtres de la ville. Il suffit, d'ailleurs, de lire attentivement la presse polonaise des années 1891 - 1894, ainsi que les rapports des agents diplomatiques étrangers, pour se rendre compte que ces années ont porté un coup fatal aux sympathies traditionnelles des Polonais pour la France. En effet, au moment d'un rapprochement franco-russe, les origines politiques de ces sympathies n'avaient plus aucune raison d'être.

Le consul Boyard rapportait soigneusement l'atmosphère régnant parmi les Polonais dans l'Empire russe. « Dans le milieu qui m'entoure — écrivait-il à Ribot le 30 août 1891 — j'ai été à même de constater combien ce rapprochement a déplu à la population qui a toujours escompté les sympathies traditionnelles de la France pour les Polonais et sa condescendance pour les aspirations nationales quelque peu pratique que fût la portée de ce sentiment. Dans les conversations privées, où l'on peut se départir de la réserve imposée à la presse, on dissimule moins ce mécontentement et les appréciations récemment formulées d'après un reporter d'une feuille du matin, par un ancien ministre des affaires étrangères, actuellement sénateur, m'ont souvent été présentées comme l'expression la plus exacte de la situation respective des divers États de l'Europe. On ne saurait, me dit-on, concevoir l'alliance de deux peuples aussi éloignés l'un de l'autre et séparés surtout par autant de tendances sociales, morales et politiques, l'entente de la France républicaine avec la Russie autocratique. Celle du pays le plus libéral et le plus civilisé avec la barbarie et les idées réactionnaires du siècle dernier »³⁹. En poursuivant son rapport, le consul français estimait que la grande majorité de la nation polonaise voyait la solution de leurs problèmes politiques dans la victoire de la Triple Alliance, qui entraînerait la chute et le partage de la Russie. Les auteurs parisiens de l'alliance avec la Russie étaient donc parfaitement conscients qu'une partie de l'hostilité, qu'animait les Polonais envers la Russie, allait fatalement retomber sur son alliée: la France républicaine. Ceci rentrait cependant, à leur avis, dans l'ensemble des frais qu'allait coûter ce rapprochement politique avec Saint-Pétersbourg.

Cette attitude de docilité absolue envers l'allié russe allait mettre la France dans une situation extrêmement embarrassante au cours des événements de 1905. En ce qui concerne la Pologne, on en trouve des témoignages éloquents dans les rapports des consuls de France à Varsovie. La Martinière et d'Anglade s'efforçaient par tous les moyens de défendre les intérêts économiques français et allaient jusqu'à réclamer une protection spéciale de la police pour les entreprises où des capitaux français avaient

³⁹ Lettre de Boyard à Ribot du 30 août 1891 (AMAE, *Russie, Consulat à Varsovie*, vol. 19, pp. 185 - 186).

été engagés. Dans un autre ordre des choses, les diplomates français estimaient qu'un des effets de la révolution de 1905 devait être l'octroi d'une large autonomie aux territoires polonais dans le cadre de l'Empire russe. En essayant d'adapter la réalité à leurs propres conceptions et désirs politiques, ils prétendaient que « [...] les Polonais ne cherchent pas, ne veulent pas être indépendants; ils réclament seulement le droit d'avoir des magistrats et des fonctionnaires polonais, l'usage de la langue polonaise, un parlement local et la possibilité d'administrer eux-mêmes leurs affaires. Ils savent très bien que leur situation géographique ne leur permet pas de constituer "État", que le jour où ils se détacheraient de la Russie, ils deviendraient la proie de l'Allemagne et subiraient un joug beaucoup plus lourd »⁴⁰.

La lecture de ces dizaines de volumes de la correspondance des consuls français à Varsovie entre 1871 et 1914 fournit des renseignements précieux sur la vie politique des Polonais, ainsi que des informations de première main concernant la pénétration économique française sur ces territoires. D'un autre côté, en lisant ces rapports, on ne peut manquer d'être frappé par le manque à peu près absolu d'influence que ces agents diplomatiques de seconde zone exerçaient sur la vie politique de Varsovie et des provinces polonaises avoisinantes. Ils se sont révélés tout au plus de bons observateurs. Mais ils n'ont pas su entretenir les sentiments francophiles de la population polonaise ni trouver un compromis entre la raison d'état et la disparition graduelle des sympathies mutuelles entre Polonais et Français. Un pareil état de choses limitait évidemment le rayonnement de la culture française en Pologne. Un exemple de ces contradictions, qui empêchaient toute activité efficace du consulat de France à Varsovie, nous est offert par les embarras que provoquaient la présence ou la venue des artistes ou hommes de science français à Varsovie, par les troupes de théâtre et les livres français. Malgré le rapprochement franco-russe, les visiteurs et les représentants de la culture française se voyaient souvent interdire de paraître en public par les autorités russes. Ceux, qui en recevaient la permission, occasionnaient force ennuis aux diplomates français. Car, si une troupe de théâtre, un chanteur ou un conférencier donnaient satisfaction aux autorités, la société polonaise ne manquait pas de leur faire grise mine. La réciproque était vraie également.

V

En ce qui concerne l'attitude française envers la question polonaise, ce furent les militaires qui firent preuve d'un comportement le plus consé-

⁴⁰ Rapport du consul d'Anglade (AMAE, *Russie, Politique intérieure, Affaires polonaises 1904 - 1905*, vol. II, p. 367).

quent. Une source inestimable dans ce domaine nous est apportée par les documents de l'état-major général et, plus particulièrement, par les rapports des missions militaires et des attachés militaires français à Saint-Pétersbourg. Les plus importants sont certainement ceux de Louis Moulin, qui fut durant trente années attaché militaire en Russie en gravissant tous les échelons de la carrière, puisqu'il était arrivé lieutenant et finissait général et chef de mission. Rien d'étonnant qu'il fut considéré, de son temps, comme le meilleur expert militaire français des affaires russes.

Moulin avait un principe inébranlable: celui de diviser toutes les questions, suivant le critère d'efficacité dans le renforcement ou l'affaiblissement de l'allié russe. C'est donc sous cet angle qu'il considérait le comportement probable des Polonais en cas d'une guerre européenne, l'utilité des conscrits polonais, ou encore le développement des voies de communication et de l'économie des provinces polonaises de l'Empire russe. Dans l'un de ces premiers rapports, daté du 9 novembre 1881, Moulin écrivait: « Dans le cas d'une guerre entre la Russie et l'Allemagne, la Pologne serait toute entière pour la Russie; car bien que le Polonais n'aime pas les Russes, il déteste encore beaucoup plus les Allemands. Si, au contraire, une guerre venait à éclater entre la Russie et l'Autriche, les vœux de chaque Polonais seraient pour l'Autriche »⁴¹. A cette époque, Moulin n'était que second attaché militaire à Saint-Pétersbourg, mais, contrairement à l'opinion de son supérieur, le colonel de Boisdeffre, il n'avait aucune illusion sur la possibilité pour le gouvernement français d'influencer en quoi que ce fût la politique russe à l'égard des Polonais. Considérant les choses avec réalisme, Moulin s'efforçait seulement de se plier à cette politique, et d'adapter à ses fluctuations toute nouvelle action entreprise par la France dans le but premier de servir d'abord les intérêts de son pays.

On peut lire, dans ses rapports, les nombreux comptes rendus des pourparlers et des pressions qu'il s'efforçait d'exercer sur les Russes pour leur faire construire des lignes de chemin-de-fer et des routes stratégiques dans ce qu'on continuait d'appeler alors « le Royaume de Pologne ». D'une façon générale, on voit bien, en lisant ses rapports au ministère de la Guerre, comment l'état-major général français s'intéressait et se mêlait de tout ce qui concernait la situation des territoires occidentaux de la Russie en prévision d'une guerre prochaine.

De même, les militaires français considéraient les gouverneurs généraux russes, envoyés à Varsovie par Saint-Pétersbourg, non pas du point de vue de leur politique envers la population polonaise, mais en fonction de leurs capacités d'organisation et de leurs aptitudes militaires. En effet,

⁴¹ Archives Historiques du ministère de la Guerre, 2^e bureau, Russie, Rapports des attachés militaires.

dans les provinces qu'ils administraient, de grandes quantités de troupes russes stationnaient à titre permanent, et cela aussi intéressait au plus haut point l'état-major général français.

A la fin de l'année 1905, le général Moulin adressait au ministre de la Guerre un mémoire intitulé *La question de l'autonomie de la Pologne au point de vue militaire*. Comme on l'a vu précédemment, de nombreux diplomates français et certains hommes politiques estimaient que le gouvernement russe avait tout intérêt à accorder une large autonomie à la Pologne et en parlaient comme d'une nécessité politique. Moulin, au contraire, était d'avis qu'une telle mesure contiendrait une grave menace d'une guerre entre la Russie, d'une part, et l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, de l'autre, ce qui entraînerait automatiquement la France dans un conflit européen, au moment où l'allié russe n'y était nullement préparé. Moulin estimait, en tout cas, que l'octroi d'une autonomie aux provinces occidentales de la Russie ne pourrait qu'en diminuer les possibilités de résistance en cas d'agression. Il concluait en espérant que le chef de l'état-major russe, le général Palitzine, aurait raison, lorsqu'il prévoyait que la Douma s'opposerait résolument à un relâchement des liens unissant « la Russie une et indivisible ». Le mémoire de Moulin fut lu à Paris avec intérêt et non pas seulement par les militaires de la rue Saint-Dominique ⁴².

Les dirigeants de la politique française, jusqu'en 1917, laissaient à la Russie toute latitude dans les affaires polonaises. Et ce qui plus est, ils acceptaient souvent le point de vue des autorités russes. Une pareille attitude les condamnait à rester passifs envers la question polonaise non seulement en Russie, mais aussi en Autriche-Hongrie, et même en Allemagne. A ce propos, il est intéressant de relire ce qu'en pensait Jules Cambon, alors ambassadeur à Berlin. En 1907, le romancier Henryk Sienkiewicz avait solennellement protesté contre les persécutions de la population polonaise en Prusse. Voici ce qu'écrivait alors Cambon à Stephan Pichon, ministre des Affaires Étrangères: « Quelque sévère que puisse être le jugement que chacun de nous porte sur la politique allemande en Pologne, il serait singulièrement hors de propos que les Français interviennent dans des questions de cet ordre en Allemagne. Nos compatriotes annexés se trouvent dans une situation trop analogue à celle des Polonais pour que nous puissions sans de graves inconvénients dépenser notre sentimentalité en faveur de ces derniers » ⁴³. Dans la suite de cette lettre, Cambon rappelait les effets de la politique pro-polonaise de Napoléon III,

⁴² Lettre de L. Moulin au ministre de la Guerre Berteaux du 28 novembre 1905 (*Documents diplomatiques français /1871 - 1914/ 2^e série*, vol. VII, Paris 1939, p. 231 - 232).

⁴³ Lettre du 20 décembre 1907 (AMAE, *Allemagne, Politique intérieure, Minorités. Question Polonaise 1902 - 1914*, vol. II, p. 138).

qui se faisaient sentir encore trente sept ans après la chute du Second Empire. Durant un demi-siècle, la politique de la Troisième République avait été déterminée par le désir de reprendre l'Alsace-Lorraine, le souvenir permanent des causes qui avaient entraîné la défaite de 1870, un calcul réaliste des forces en Europe. La question polonaise n'y pouvait trouver de place. De plus, aux yeux des capitalistes français, la Russie donnait la meilleure garantie des sommes qu'on y investissait, y compris les anciennes provinces de la Pologne. C'est dans cet ordre d'idées, qu'à la veille de la guerre — le 8 mai 1914 — Maurice Paléologue, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, écrivait dans son mémoire destiné à Gaston Doumergue, alors ministre des Affaires Étrangères: « La Pologne, en effet, ne cherche plus à s'affranchir du joug russe [...] Elle mesure, d'autre part, les immenses avantages que son incorporation à l'État russe lui procure dans l'ordre économique. Enfin, après n'avoir longtemps vu dans le Tzar qu'un bourreau, elle le considère aujourd'hui comme son protecteur naturel, son recours suprême contre le germanisme ». Comme on le voit, Paléologue n'hésitait pas à adopter hardiment le point de vue des dirigeants de la politique russe à l'égard des Polonais. Et il concluait: « Elle [la Pologne] n'aspire donc plus à recouvrer son indépendance; elle ne prétend qu'à sauver son individualité. Elle consent à être "russe" mais non "russifiée". La Russie n'aura vraiment conquis la Pologne que le jour où elle ne la traitera plus en pays conquis »⁴⁴.

Dans la suite de son mémoire, Paléologue voyait la solution de la « question polonaise » non plus même dans l'octroi d'une autonomie complète, mais dans certaines libertés de langue, de religion et de vote qui pourraient être accordées à la population. Et telle était l'attitude générale des diplomates français à la veille de la Première Guerre mondiale. Toutes les questions de l'Europe centrale et orientale devaient être, selon eux, subordonnées à l'idée première d'une Russie forte, capable de remplir avantageusement son rôle d'allié de la France. L'attitude défavorable de nombreux diplomates français à l'égard de la Pologne est sensible, durant toute la période de 1914 à 1919, sur laquelle va peser lourdement l'hérédité politique du demi-siècle précédant.

VI

La politique officielle de la Troisième République était généralement bien accueillie par l'opinion publique, dont une bonne partie était per-

⁴⁴ *Documents diplomatiques français (1871 - 1914)*, 3^e série (1911 - 1914) Paris 1936, vol. X, p. 338, 339.

suadée de la nécessité de subordonner les beaux sentiments à la raison d'état. Ainsi, peu à peu, les Polonais, qui enseignaient dans les universités ou travaillaient dans les rédactions des journaux, étaient remplacés par des partisans du rapprochement avec la Russie: Français pour la plupart, mais aussi Russes et Tchèques. Ce sont eux qui entreprirent de former les opinions des Français en tout ce qui concernait la Russie et l'Est européen. Ainsi, par exemple, Louis Léger — connu pour ses sentiments anti-polonais — fut l'un des successeurs du grand poète Adam Mickiewicz à la chaire des littératures slaves du Collège de France. Parallèlement à l'oubli dans lequel sombrait graduellement la question polonaise au temps du rapprochement franco-russe, on peut observer une diminution de l'intérêt pour la culture polonaise. L'ignorance des réalités polonaises était flagrante. Au moment où, en 1890, les émigrés polonais organisèrent le transport de la dépouille mortuaire d'Adam Mickiewicz du cimetière de Montmorency à la crypte du château de Wawel à Cracovie (le Saint-Denis polonais), « Le Figaro » écrivait: « Le Tsar vient de donner son accord pour le transport de la dépouille du poète polonais, Adam Mickiewicz, à Wawel près de Varsovie ». L'écrivain polonais, Jan Lorentowicz, s'indignait: « C'est alors que j'eus l'occasion de connaître pour la première fois les chinoïseries françaises, dont je devais, par la suite, rencontrer des témoignages à chaque pas. Les secrétaires des rédactions nous demandaient: "Qui donc était ce Mickiewicz? Un général?" — ou encore: "Est-ce qu'il écrivait en langue russe?" »⁴⁵.

Pourtant, sur les bords de la Seine vivaient de nombreux écrivains, journalistes, peintres et hommes de science polonais. Mais ils n'avaient aucune possibilité d'influencer d'une façon sensible la vie politique ni les opinions des Français. Beaucoup d'entre eux vont jouer un rôle important en politique et dans la vie culturelle de la Pologne, après qu'elle eût retrouvé son indépendance en 1918.

Les documents officiels français ne faisaient plus état de Polonais, mais de sujets russes, allemands ou autrichiens. Cependant, Paris possédait des centres de vie polonaise comme la maison de Władysław Mickiewicz, fils du poète, au 7 de la rue Guénégaud, et surtout la Bibliothèque Polonaise⁴⁶.

⁴⁵ J. Lorentowicz, *Spojrzenie wstecz* [Regards en arrière], Kraków 1957, p. 107.

⁴⁶ Cf. l'intéressant livre de souvenirs concernant la vie polonaise à Paris avant la Première Guerre mondiale: E. Ligocki, *Dialog z przeszłością* [Dialogue avec le passé], Warszawa 1970. Voir également *Frankopolskie utopie* [Utopies franco-polonaises] du même auteur, St. Pétersbourg - Paris 1914. Sur la page intérieure de la couverture de l'exemplaire, qui se trouve à la Bibliothèque Nationale à Paris

La colonie polonaise vivait à Paris assez retirée sur elle-même, et ce n'est que rarement que son existence apparaissait au grand jour à l'occasion d'événements tels que l'assassinat du général de la police russe, Séilverstoff, par le socialiste Padlewski (18 novembre 1890), ou la grande manifestation qui eut lieu à l'occasion des obsèques du général Walery Wróblewski en 1908⁴⁷.

L'opinion publique en France ne fut alertée par le problème polonais qu'en 1905, du fait de la révolution et des troubles en Russie. Mais là encore l'intérêt était limité par les exigences de l'alliance franco-russe et canalisé par d'importants subsides à la presse française accordés par l'ambassade russe à Paris⁴⁸.

A cette époque également certaines informations concernant la Pologne furent offertes au lecteur français par les travaux d'Albert Sorel, Émile Bourgeois, Elie Antonin Debidour⁴⁹. Les socialistes avaient conservé leurs sympathies traditionnelles à la cause de la Pologne. Sous le patronat des socialistes eurent lieu, entre 1905 et 1914, de nombreuses réunions et meetings au cours desquels la question polonaise fut évoquée par des orateurs comme Édouard Vaillant, Jean Longuet, Jean Allemane, etc.⁵⁰.

De même les catholiques libéraux s'intéressaient d'une façon permanente aux affaires polonaises. Marc Sangnier défendit à plusieurs reprises avec vigueur les intérêts de la Pologne. Ainsi, durant un meeting organisé le 20 janvier 1913 par la Ligue de la Jeune République, il ne craignait pas de s'écrier: « On a cette idée que la Russie, c'est l'alliée de la France, et que tout ce que l'on peut dire contre la Russie, c'est contre la France qu'on le dit. Et l'on est arrivé à se persuader que le patriotisme français exigeait l'oubli de la Pologne et de la fraternité qui nous unissait naguère [...] »⁵¹. Sangnier fut, d'ailleurs, un des rares Français à demander avant 1914 l'in-

(n° d'inventaire 8° M. Pièce 4046), Ligocki a écrit de sa main un résumé de l'histoire de la Société Franco-Slave à Paris entre 1909 et 1914, dont il était vice-président.

⁴⁷ Cf. Assassinat du général Séilverstoff, Archives Nationales, F⁷ 12519 - 12520.

⁴⁸ Cf. le manuscrit de Richard D. Steinbrock, *La presse française et la révolution russe de 1905*, Sorbonne 1950.

⁴⁹ Cf. J. P a j e w s k i, *Francja a Polska 1871 - 1914* [*La France et la Pologne de 1871 à 1914*], dans: *Naród i państwo*, Warszawa 1969, p. 308.

⁵⁰ Au cours du meeting de protestation « contre la politique anti-polonaise du gouvernement russe » le 16 février 1912, « Jean Longuet, délégué du parti socialiste unifié, apporte des sentiments de solidarité des socialistes français à leurs camarades polonais. Il rappelle que les principaux généraux de la Commune étaient des Polonais, et il affirme que le socialisme fera la grande patrie internationale. En terminant, il salue le triomphe de la prochaine révolution russe qui permettra aux Polonais de recouvrer leurs libertés » (Archives Nationales, F⁷ 12894).

⁵¹ M. S a n g n i e r, *La Pologne opprimée*, Paris 1913, p. 16.

dépendance de la Pologne. Généralement, ses compatriotes se contentaient, tout au plus, de proposer timidement une autonomie.

On peut trouver une assez bonne image de l'attitude de l'opinion française à l'égard de la cause polonaise dans les enquêtes organisées auprès des personnalités célèbres. Henryk Sienkiewicz avait été l'inspirateur d'une enquête de ce genre, en 1909, au moment des persécutions des Polonais en Allemagne⁵². En 1912, le Conseil National polonais (Rada Narodowa), qui siégeait à Paris, chargeait son bureau de presse d'enquêter à propos des relations franco-polonaises⁵³ et le périodique « Polonia » faisait de même en pleine période de guerre (1916)⁵⁴.

Les réponses à ces enquêtes émanant d'hommes politiques, de savants et d'écrivains ou d'intellectuels, dont beaucoup manifestaient des sentiments favorables à la Pologne, sont fort instructives. Il n'y eut à peu près personne, en 1909, en 1912, ni même en 1916, pour prévoir la résurrection si proche de la Pologne indépendante. Edouard Herriot fut un des rares hommes politiques à avancer timidement la déclaration suivante (moins de deux ans avant la restauration de l'État polonais): « La Pologne doit enfin redevenir elle-même. Nous travaillerons pour que la Pologne soit polonaise et non pas autrichienne, allemande ou même russe, puisque la Russie y a sagement renoncé »⁵⁵. Tel était le programme le plus hardi d'un représentant de la politique française après le demi-siècle qui s'était écoulé depuis Sedan.

Les révolutions russes de février et d'octobre et, d'une façon générale, les événements des années 1917 - 1919, apportèrent un changement dans l'attitude de l'opinion française envers la question polonaise. Cependant, le demi-siècle qui s'était écoulé entre Sedan et Versailles incitait la plupart des hommes d'État français à considérer les problèmes de la Pologne indépendante à travers les conceptions des Polonais qui avaient autrefois postulé un rapprochement avec la Russie, c'est-à-dire principalement de la national-démocratie dirigée par Roman Dmowski.

(Traduit par Aleksander Wołowski)

⁵² *Prusse et Pologne, Enquête internationale organisée par H. Sienkiewicz*, Paris 1909.

⁵³ *Francja i Polska [France et Pologne]*, Lwów 1912.

⁵⁴ *La France pour la Pologne (enquête de la revue « Polonia »)*, Paris 1916.

⁵⁵ *Ibidem*, p. XII.